

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Matha et Moussa Adamo en pédagogues dans le Woleu-Ntem

E. EBANG-MVE  
Oyem/Gabon

À U compte de la troisième étape de leur périple interprovincial, le ministre d'État, ministre de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha, et son collègue de la Défense nationale, Michaël Moussa Adamo, ont séjourné à Oyem et Bitam (Woleu-Ntem), le 2 mars dernier. Occasion pour ces deux membres du gouvernement de féliciter, au nom du chef suprême des Forces de défense et de sécurité (FDS), Ali Bongo Ondimba, le travail abattu par les FDS dans la lutte contre le Covid-19 dans les cinq

départements de la province du Woleu-Ntem. Avec seulement deux cas actifs dans le Septentrion, Lambert-Noël Matha a invité les uns et les autres à plus de travail, de vigilance et au respect scrupuleux des mesures barrières édictées par le gouvernement. Pour sa part, le ministre de la Défense nationale a souligné la nécessité, pour les FDS, d'exercer leurs missions dans le respect de la dignité humaine. "Les populations ne sont pas nos ennemis (...). Ne répondez pas aux provocations (...). Nous avons un seul ennemi en commun, c'est le Covid-19", a rappelé Michaël Moussa Adamo.

Par ailleurs, les deux membres du gouvernement ont promis des "sanctions disciplinaires sévères aux brebis galeuses" qui ternissent l'image des FDS, à travers des trafics de toutes sortes. Notamment le trafic de faux papiers et de stupéfiants, etc. "Ces gendarmes et policiers seront punis. Ils font honte à l'uniforme, à leur serment, à notre pays", a martelé le ministre de la Défense nationale. À noter que les deux membres du gouvernement séjournent à Makokou, chef-lieu de la province de l'Ogooué-Ivindo pour poursuivre leur mission de sensibilisation (nous y reviendrons).



Photo: PME

Les ministres sécuritaires Lambert-Noël Matha et Michaël Moussa Adamo entourés des personnalités politico-administratives d'Oyem.

## Assemblée nationale: Ali Akbar Onanga Y'Obeghe réintègre l'hémicycle

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

L'UN des temps forts de la rentrée parlementaire a sans aucun doute été la réintégration à l'hémicycle de l'Assemblée nationale du député du 1er siège de Lekoni-Lekori, Ali Akbar Onanga Y'Obegue. Même si le président de cette institution ne s'est pas plié au traditionnel rituel de présentation de nouveaux députés – quoique l'intéressé ne soit pas à sa première législature –, Ali Akbar Onanga Y'Obeghe était bien présent à ce moment solennel que constitue la rentrée parlementaire. Présence remarquée à l'hémicycle qui tourne définitivement la page de ses ennuis avec sa formation politique, le PDG.

En effet, le 1er août 2019, la Commission permanente de discipline du Parti démocratique gabonais (PDG), dirigée par feu Guy-Benjamin Ndoumou, avait décidé d'exclure de ses rangs Ali Akbar Onanga Y'Obegue et deux autres militants du "parti de masse". Ladite Commission avait reproché au député du département de Lekoni-Lekori d'avoir fait sur sa page Facebook "des dé-



Photo: DR

Le député du 1er siège du département de la Lekoni-Lekori a regagné l'hémicycle de l'Assemblée nationale.

clarations tendant non seulement à semer de façon insidieuse la confusion et la discorde dans les esprits des militantes et militants du PDG. Mais aussi, de nature à remettre en cause la teneur du message du Distingué camarade président, Ali Bongo Ondimba, traduit par le secrétaire général, Éric Dodo Bouguendza, à l'ensemble des militants lors de sa tournée nationale".

Et feu Guy-Benjamin Ndoumou d'expliquer, en son temps, que les propos de l'incriminé "résultent

d'une interprétation erronée des dispositions statutaires et réglementaires en vigueur et portent gravement atteinte à l'unité du parti". S'ensuivront la réhabilitation, le 4 mars 2020 de l'ancien membre du gouvernement et sa réélection haut la main lors de la dernière élection législative partielle.

Pour rappel, ladite élection a constitué une simple formalité, vu qu'Ali Akbar Onanga Y'Obegue était l'unique candidat en lice au cours de ce scrutin.

## Sénat: Les Démocrates disent prendre acte

Christian Germain KOUIGA  
Libreville/Gabon

LES Démocrates de Guy Nzouba-Ndama ne décollèrent pas. Un brin boudeurs. Qu'ils justifient par leur absence dans la composition du nouveau bureau du Sénat, mis en place lundi dernier peu avant de la rentrée parlementaire.

"Nous avons été floués. La loi organique du Sénat est pourtant claire en son article 6, alinéa 2, qui dispose que: toutes les sensibilités politiques du Sénat sont représentées au bureau... Or, que constate-t-on?", s'interroge Jonathan Ignoumba, le 6e vice-président de LD. Et de poursuivre: "Nous avons été écartés délibérément par le PDG qui a le monopole absolu des élus dans les deux Chambres du Parlement. Oui, c'est le PDG qui a soutenu habilement le PSD et son unique sénateur. Alors que nous en avons 4, et un groupe parlementaire. En tant que deuxième force au Sénat, c'est à nous que revenait de droit ce poste. Puisque, selon une règle

dans la maison, certains postes du bureau du Sénat reviennent traditionnellement à l'opposition qui n'est pas représentée, cette fois, au bureau".

Toujours selon l'orateur: "Le PSD à qui vient d'échoir le poste de 2e questeur n'est pas dans l'opposition mais dans la majorité. C'est d'ailleurs sous cette étiquette que Mme Albertine Maganga Moussavou, l'épouse du président du PSD, a été élue 6e secrétaire à l'Assemblée nationale (poste réservé à la majorité) en étant membre du groupe parlementaire FDR qui regroupe le PSD, le CLR, Démocratie nouvelle et des Indépendants. On ne peut pas se prévaloir de deux bords politiques à la fois".

Par ailleurs, 4e vice-président de l'Assemblée nationale, Jonathan Ignoumba indique que par-delà tout, leurs quatre sénateurs prendront part aux travaux du Sénat, tout au long de leur mandat de six ans au palais Omar-Bongo-Ondimba.